

## Peut-on désobéir à l'argent ?

Soumis par Sylvain Marcelli  
16-11-2011

L'époque est sinistre. L'actualité est dominée par les « plans de rigueur » et autres « cures d'austérité ». De la Grèce à l'Italie en passant par le Portugal et la France, la « stratégie du choc » - décrite en 2008 par la journaliste Naomi Klein dans un livre brillant et prémonitoire (sous-titré « La montée d'un capitalisme du désastre ») - fonctionne à plein. L'euro vacille et pour le sauver, les peuples sont mis au régime sec. Et pas question de se révolter. Même l'idée de voter sur l'opportunité d'une telle politique est très mal vue ; La monnaie est devenue une fin en soi, au lieu d'être un moyen.

« Dans son essence la création de monnaie ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique (à la création de monnaie par des faux-monnayeurs). Concrètement, elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents. » La citation est signée Maurice Allais. Non, pas Alphonse, le maître du bon mot, mais bien Maurice, seul Français titulaire d'un prix Nobel d'économie. Ces quelques phrases se lisent en exergue d'un petit livre intitulé « Désobéir à l'argent » (Le Passager clandestin, 2011). Chacun est libre de voir dans ce titre une provocation ; ou de préférer l'interpréter comme une invitation.

L'Interdit a longuement interviewé les deux auteurs, Jean-Patrick Abelson et Marc Sanders. Conversation hors des sentiers battus.

Photo signée Toban Black sur Flickr en licence Creative Commons.

L'Interdit : Votre livre montre, en relatant diverses expériences, conduites parfois à grande échelle, qu'il est possible pour une communauté de vivre sans argent, sans nécessairement en revenir au bon vieux troc ;

Jean-Patrick Abelson et Marc Sanders : Il est possible de mettre en place une monnaie qui ne soit pas « accumulable » comme la nôtre. Le principe est simple : tout ce qui est produit peut être acheté. Vous chiffrez les produits et services existants, ce qui veut dire que vous leur attribuez des prix pour permettre de les échanger et de les acquérir. Puis vous faites le total des prix de tous ces produits et services. Et vous distribuez la somme correspondante aux usagers. Ce système peut s'appliquer à des pays entiers. Son application ne pose aucun problème technique. Émettre de la monnaie d'un trait de plume, les banquiers le font tous les jours. Et au moment où vous payez, si l'argent que vous avez versé est annulé, qu'est-ce que ça peut vous faire ? Pourvu que le produit ou le service soit renouvelé. Émise sans intérêt, en proportion des richesses créées ou reconnues, cette monnaie est anticapitaliste par construction.

Un cercle vertueux peut même se mettre en place : le passage en caisse permet de recueillir des infos sur la demande des usagers et de la répercuter en amont pour produire encore plus utile, encore plus sain, plus durable et plus beau, dans des conditions plus agréables et rationnelles. C'est l'idée d'économie distributive. Marx en avait formulé le principe 80 ans avant les distributistes, Rodrigues, Duboin et autres, qui l'ont redécouvert dans les années 30. Aujourd'hui, cette idée est toujours valable, même si elle doit être adaptée. À l'époque en effet, on croyait encore en l'État centralisateur capable d'instituer un service social. Aujourd'hui ça nous hérisse comme un retour au stalinisme.

Ce système met fin à l'accumulation d'argent mais pas à la circulation de la monnaie. Ne peut-on

totallement se passer de monnaie ?

Bien sûr que si ! Il suffirait de tirer parti de l'informatisation des données, entrée dans notre quotidien largement à notre insu. Aujourd'hui, quand vous passez votre article en caisse, les codes-barres activent deux circuits : celui des prix et celui du renouvellement du produit. On peut couper le premier circuit. Les banques deviendraient dès lors des banques de données qui recensent toutes les ressources et calculent des seuils de « renouvelabilité » au-delà desquels il ne faut pas aller. Les usagers s'investiraient dans les activités de leur choix : on les verrait papillonner d'une entreprise à l'autre, se précipiter pour faire ce qu'il faut quand il y a un manque et, le reste du temps, économiser le travail et la planète.

Ce choix est devant nous. Ou bien vous en reprenez pour des années de dettes à rembourser avant l'apparition d'une nouvelle crise, ou bien...

Dans votre livre, vous décrivez plusieurs expériences concrètes qui présentent cependant l'inconvénient d'être temporaires ou limitées dans l'espace. Pourquoi ne se sont-elles pas étendues ?

Les expériences relatées dans notre livre ont été conduites dans des îlots qu'on peut qualifier d'expérimentaux : les choses ont été vécues dans l'urgence et pas du tout avec le caractère réfléchi qu'on pourrait attendre d'une expérience. En Espagne ou en Israël, mais aussi pendant la dernière guerre, il y a eu beaucoup de troc. Sont réapparues clapiers, poulaillers, fruits oubliés, bricolages. Autre exemple, quand des communautés écologistes se sont installées, elles ont eu recours à « la récup », qui revalorise du matériel, mais aussi à des savoir-faire et à des capacités d'inventer qui sont le fond profond de la ressource humaine - au singulier.

Ces moments où on a l'épée dans le dos, parce qu'on n'a plus les sous ou qu'il ne servirait même à rien d'en avoir, ces moments d'invention d'un « vivre » qui se passe de monnaie, s'abrégent pour deux raisons.

La première tient à la culture de la monnaie, qui ne s'oublie pas si vite, d'autant moins qu'elle « marche » encore ailleurs, et sur laquelle on compte pour améliorer l'ordinaire. Par exemple, un kibboutz, au début, cherche l'autarcie. Mais il a vite des surplus. Pourquoi ne pas les vendre ? Puis on se met à produire pour vendre. On distribue alors un peu d'argent pour que les usagers de la communauté puissent un peu se distraire ailleurs - et les garder ! L'argent fait un retour en force dans les mentalités. N'oublions jamais que les contraintes du système économique fondé sur l'hétéronomie sont compensées par l'autonomie que donne l'argent. Il faut être très solide pour supporter une vie en communauté où il faut tout faire, en ayant rien d'assuré, où chacun dépend des autres, où chacun a sa tête et son caractère...

La deuxième raison pour laquelle les « expériences » sans monnaie ont été abandonnées tient au fait qu'au-delà d'un certain volume d'activités, il faut trouver une façon d'avoir accès aux ressources existantes et aux richesses produites si on veut éviter de les exploiter à mort ou d'avoir à subir la foire d'empoigne au moment d'accéder aux fruits du travail. Dès que cette limite est atteinte, le système économique classique prend du service : a priori, il a tout pour séduire. Mais les effets pervers réapparaissent vite...

Le principe de la monnaie fondante est méconnu. Pouvez-vous expliquer de quoi il s'agit ? Est-ce une piste pour aider les pays de la zone euro en difficulté comme la Grèce et le Portugal ?

Silvio Gessel a inventé « la monnaie fondante » dans les années 20 en Autriche. Le principe est de dévaluer la monnaie pour obliger les usagers à l'utiliser : ceux-ci se dépêchent d'acheter avant que leur monnaie ait perdu de sa valeur. Plutôt acheter des scoubidoues que de perdre mon pouvoir d'achat ! Toutes les productions sont épongées, les pires avec les meilleures, mais ça fait du travail, du profit, tout le monde est content... Un tel artifice appliqué à une nation ou à l'Europe vous relance la croissance dans le quart d'heure, fait le désert

en vingt minutes et la révolution en une demi-heure. Il emballe l'économie, la dépense, la pression patronale, la concurrence. C'est le libéralisme poussé à son comble. L'essai a eu lieu. Il a vite été arrêté, et le bon Silvio aussi, qui est retrouvé en prison.

Pourquoi la monnaie fondante jouit-elle d'un préjugé favorable ? Parce que ceux qui en ont entendu parler se soucient avant tout de « local » et que l'usage du système permet de soutenir ou relancer les économies locales, comme en Autriche, où il est appliqué dans des petites villes, ou aux États-Unis, à Ithaca. En réalité, les usagers utilisent parallèlement la monnaie officielle et la monnaie « fondante », réservée principalement à des achats de produits et services locaux. Un office emprunte de la monnaie officielle - donc à un certain taux. Il la transforme en billets avec un tampon qui indique la date - deux ou trois mois plus tard - à laquelle 100 ne vaudra plus que 90. Les usagers échangent leur monnaie officielle contre celle-là. Quel avantage y trouvent-ils ? Les producteurs locaux savent qu'ils pourront écouler localement leurs produits, sans avoir à débours des frais d'expédition ou de publicité. Ils peuvent donc vendre moins cher sur place et ça fait repartir l'activité locale. Celle-ci repart, tout en maintenant (et même aggravant) les conditions d'exploitation. Des petits coins de Portugal ou de Grèce peuvent en faire l'expérience, pourquoi pas, pour sauver quelque temps quelques meubles et occuper les mains, et distraire du principal.

La « monnaie fondante » est le sommet dans le genre de la fausse bonne idée, puisqu'elle soigne la misère capitaliste - chômage, chute des profits - avec les pires moyens du capitalisme. Elle n'en permet pas moins de remuer ce qu'on croit savoir et d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion.

Photo signée aranjuez1404 sur Flickr, publiée en licence Creative Commons.

Vous écrivez que l'essentiel de l'argent qui circule dans le monde n'a plus aucune correspondance avec l'économie réelle&hellip;

Il faut distinguer d'une part, l'économie dite « réelle », celle qui est consacrée à la production de biens et services, alimentation, bâtiment, ou soins à la personne, et d'autre part, l'économie financière et spéculative. Mais il existe aussi une troisième forme d'économie, qui est rarement citée parce qu'elle n'a pas de traduction monétaire : c'est celle du cadre de vie, du don et du contre-don, des cadeaux, du sourire, de l'agressivité, de la confiance. Pourtant, ses retombées matérielles sont grandioses, puisqu'elle se chiffre en prisons, en armements, en recherches artistiques ou littéraires. Cette économie humaine est aujourd'hui asservie à l'argent. Ainsi, dans notre société, un cadeau n'est pas seulement un geste mais un achat. L'abolition de l'argent rendrait toute sa place à cette troisième économie, en renouvelant notre attention aux manières de faire, aux usages, en nous sortant des contraintes monétaires - à savoir combien ça coûte et combien ça rapporte.

La crise financière actuelle a confirmé que l'économie spéculative fonctionnait comme une bulle. À quel moment le décrochage s'est-il produit ?

Le décrochage spéculatif apparaît avec la prise de conscience que ça va plus vite de faire de l'argent en spéculant sur la valeur des entreprises qu'en étant entrepreneur : ce ne sont plus les prix des produits et services qui sont pris en compte mais le prix même de l'entreprise. Que l'action que j'achète soit représentative de mines d'or ou de puces électronique, peu m'importe : je me détermine pas en fonction de la beauté de l'or ou de la modernité de ces « puces »-là, mais en prenant en compte que les puces sont un marché plus montant (et surtout plus spéculatif) que l'or.

La montée en puissance de l'entrepreneur boursier ne date pas d'aujourd'hui. Elle a juste été poussée par les fonds d'investissements, où les usagers placent leur argent pour préparer leur retraite ou parer, comme aux États-Unis, aux aléas de leur santé. Les masses d'argent quotidiennement échangées sur les marchés boursiers sont aujourd'hui quatre fois supérieures à celles qui sont échangées sur les marchés des biens et services. N'importe quel étudiant en économie comprend qu'au lieu de gagner ses galons péniblement au service d'une entreprise familiale ou d'une firme il suffit d'un ordinateur et d'un téléphone pour s'enrichir.

Le décrochage financier est renforcé par le décrochage spéculatif. Pour acquérir une société et la revendre plus cher après avoir purgée de tout ce qui ralentit ses profits, et donc leur reversement sous forme de dividendes, vous empruntez. On appelle cela un « effet de levier » : une somme relativement petite suffit pour enlever le morceau. Pour ce faire, de nouvelles masses d'argent sont donc créées par le banquier, qui en principe reviendront elles aussi grossies dans ses caisses, et il compte déjà comme si les avait, ce qui l'encourage à en créer d'autres et prendre de plus en plus de risques.

C'est le ressort principal de la crise de 2008...

La titrisation est l'exemple le plus pointu, le plus détaché de la réalité, de ce qu'on appelle un montage financier. Toutes les dettes sont rassemblées dans des titres et on vend leur capacité de s'apprécier sur le marché des titres. Mais si tout à coup les objets pour lesquels on a consenti du crédit - c'est-à-dire créé la dette rassemblée dans ces titres - ne se vendent plus ? Eh bien, ils se rappellent à votre bon souvenir... Et la dette reste là comme les maisons, les produits, les usines qui ne trouvent plus preneurs.

Les sommes émises pour créditer n'importe quoi sont de plus en plus considérables et de plus en plus fragiles. Quand vos machines ne se vendent plus, vous pouvez encore récupérer la matière première. Mais quand l'argent ne rentre plus ? Où le récupérer ? Les chiffres « sont là » avec une rigueur, une sévérité que n'ont pas les choses. Du fait que les comptes sont tenus en deux colonnes, entrées et sorties, crédit et débit, ce qui figure au débit ne peut être effacé qu'à condition de recevoir la somme correspondante au crédit. Toutes les banques étant dans le même état que la vôtre, aucune ne peut plus aider les autres, et les entrepreneurs de l'économie réelle encore moins.

Vous donnez des pistes concrètes à la fin du livre pour encourager les lecteurs à se passer de la monnaie ou à fonder leur propre système monétaire. Remplacer les monnaies nationales ou transnationales par des monnaies locales est-il vraiment une solution viable ? Ne court-on pas le risque de voir des régions entières se couper du monde ?

Le cœur du livre est constitué par un exposé objectif sur la possibilité d'autres systèmes monétaires. À la fin du livre, nous citons Prosper (référence à la revue et à ce qu'on peut trouver sur son site prosperdis.org) et son hypothèse d'une économie sans monnaie. La référence à Prosper a un caractère particulier. Car elle invite à réfléchir si les possibilités énumérées ne sont pas désormais dépassées.

Supposons que partout se créent des monnaies locales. Toutes seront créées au titre de moyen d'échange. Ainsi, au titre du chiffrage arithmétique, elles permettront de comparer un vélo et une patate sous l'angle du prix et d'aligner des nombres, des prix dans des colonnes d'entrées et de sortie. Certaines pourront s'accumuler, d'autres pas. Certaines seront émises avec intérêts, d'autres pas. Certaines seront capitalisables, d'autres pas, avec intérêts à la clé ou pas quand on les dépose à la banque. Certaines seront gagées sur l'or ou quelque chose qui reste, d'autres sur les joules ou les journées de travail. Les prix augmenteront ou baisseront en fonction d'autres prix comme celui des matières premières, du travail, et de la concurrence, ou conçus comme « politiques » pour pousser à certains choix.

Nous n'allons pas vous faire un cours sur les possibilités ouvertes. Nous ne retiendrons que deux, selon deux modèles économiques très clairs.

Le premier modèle, est comparable à l'actuel : il faut faire des profits. Cela s'entend quand l'argent est émis avec intérêt. Les entreprises doivent rendre plus d'argent qu'elles n'en ont reçu. Le salaire des travailleurs est financé par les profits et leur croissance.

Le deuxième modèle : pas de profits à faire. L'argent est émis sans intérêts. La monnaie reste un moyen d'échange, mais s'annule au moment du passage en caisse. La masse d'argent émise est proportionnelle à celle des produits et services, chiffrés en prix. Les revenus sont calculés de la manière suivante : on chiffre les produits et services qui résultent d'un certain temps de production. On fait le total et on distribue le résultat aux usagers, d'une manière égale ou non.

Dans ces deux modèles, un point commun, les prix.

Le premier modèle nous ramène vite dans le giron du modèle actuel. La monnaie aura du mal à rester locale. Elle devra être convertible pour passer dans la localité d'à côté ou acquérir ce qui se fait ailleurs. Elle sera un obstacle à la circulation des produits. Aucune des monnaies locales en projet dont j'ai entendu parler n'évite cette évolution. Elle sera surveillée de près par le système actuel, et si l'expérience est autorisée, les banques récupéreront vite leur pouvoir. Le marché tolérera mal de voir des petites régions, dont l'addition fera comme vous dites, « des régions entières », se couper du monde. Ce premier modèle ne peut être qu'une solution de complément, adossée au système actuel et qui le préserve.

Le second modèle sort presque &ndash; presque - presque complètement du modèle actuel. C'est l'économie distributive, une économie sans profits monétaires, mais qui conserve l'usage de l'argent pour assurer la distribution - que Prosper préfère maintenant appeler l'accès, parce que toute « distribution » est une « redistribution ». L'économie distributive est sans profits monétaires dès le départ, puisque l'argent est créé sans intérêt. C'est une économie fondée sur les fruits du travail, qui donne accès aux fruits du travail. Elle est aussi forcément fondée sur les ressources. Même si lorsque Marx en a eu le pressentiment et quand les premiers distributistes l'ont répandue, ils n'avaient pas le souci des ressources que nous avons depuis les années 60-70. Ce modèle de l'économie distributive aura plus que l'autre encore du mal à rester local. Il se fera encore plus durement attaquer par ceux qui tirent le plus de profits d'une économie qui marche à la croissance des profits, qu'ils résultent de l'économie réelle ou de l'autre. Si on conserve l'usage de la monnaie, il n'en reste pas moins actuellement le seul modèle à même de résoudre le problème des crises cycliques et celui de la dette dans les plus courts délais.

Encore faut-il voir comment l'appliquer. J'ai déjà signalé, tout à l'heure, le danger du soviétisme. C'est un danger massif, mais le diable est dans les détails. Ceux que l'économie distributive, dans sa première version, a enthousiasmés, cherchent en effet à la mettre en œuvre sans trop choquer les habitudes du système actuel. Pour qu'elle soit acceptée, ils pensent donc qu'il va falloir conserver pendant un certain temps en tout cas les hiérarchies salariales. Mais même en les limitant de 1 à 3 ou 5, ceux qui toucheront le plus en voudront pour leur argent et on verra la production hiérarchisée entre un haut et bas de gamme comme aujourd'hui : des désirs seront induits par les plus hauts revenus, les décisions prises de ce côté-là. Il faudra une instance centrale pour décider des prix et des revenus et là est le gros danger.

Nous sommes prévenus mais comment l'éviter ? Nous pouvons répondre : eh bien, justement, en se passant de monnaie.

Comment préserver les échanges entre les nations si le « langage universel » de la monnaie disparaît ?

En fait, ce langage universel, il existe déjà ! Posez seulement les yeux sur les chiffres qui soulignent n'importe quel code-barres. Le premier est celui d'une nation. Vous le saviez mais n'avez sans doute jamais déduit que la langue des codes-barres s'appliquait dans le monde entier !

Quand l'article passe en caisse, il active deux circuits : celui des prix et celui du renouvellement de l'article. Si je coupe celui des prix, le fournisseur est prévenu que son article doit être renouvelé. Il se retourne sur ses propres fournisseurs et leur dit : « je ne sais pas ce qu'il y a, mais le circuit est coupé, je n'ai donc pas l'argent, mais dès qu'il revient, je vous paie ». La même excuse remonte jusqu'aux plus petits fournisseurs. Mais voilà que le circuit des prix ne revient plus. On aura vécu quinze jours, un mois, sans, pourquoi ne pas continuer ?

Les banquiers prennent la situation au sérieux : « pourquoi pas, ouf, quel poids en moins ! On va enfin pouvoir nous consacrer à notre cœur de métier et, favoriser la production de vraies richesses ». Nos banques rassembleront alors toutes les informations nécessaires, y compris sur le renouvellement des ressources. Elles deviendront des banques de données. L'épargne, ce sera plus que jamais nous, épargner l'environnement. De n'importe quel clavier les entrepreneurs pourront savoir si ce dont ils ont besoin existe en quelle quantité, en quels endroits, si l'expérience a déjà été faite, s'il y en a qui se rapprochent de celle que vous voulez faire, pour vous en inspirer et éviter les erreurs.

« Pourquoi pas », disent alors les entrepreneurs ! « Nous n'allons plus avoir les créanciers sur le dos, des prix à calculer pour être concurrentiels. Nous allons pouvoir choisir des « entrants » de meilleure qualité. Nous allons pouvoir faire des trucs pour qu'ils durent et plus pour les jeter. Plus de concurrence ni de dumping. »

« Pourquoi pas », disent à leur tour les travailleurs. « On ne devra plus s'investir bêtement dans des boulots dont on pourrait diminuer la pénibilité. On va pousser pour simplifier les tâches au maximum et pouvoir dire tout ce qu'on cachait au patron, parce que s'il l'avait su il aurait supprimé des emplois. On va pouvoir papillonner d'une entreprise à l'autre, quand on aura besoin de nous, et ce qu'on aura appris par-ci on le répandra par là ».

« Pourquoi pas », disent les enseignants. « Au lieu de préparer d'une manière toute théorique avec toujours un temps de retard sur ce qu'ils sont devenus, à des métiers cloisonnés, au lieu de faire de la sélection, on va jouer à fond de ce qu'il y a de semblable dans toutes les activités, et répondre à des demandes d'instruction au moment où elles se présentent ».

« Pourquoi pas », disent les politiques, en reculant à pas feutrés ; « Le but de la politique est de donner aux citoyens la maîtrise de leurs usages. Nous l'avons ! »

« Enfin », dit tout bas la planète, ravagée par une croissance monétaire qui faisait le désert derrière elle.

L'homme a-t-il suffisamment confiance en lui-même pour basculer dans cette utopie ?

Objection : la Nature humaine ! Égoïste, vous savez bien. « Ils » vont se précipiter pour en profiter un max. Pas moi, mais

les autres, bien sûr. Réponse : cette nature-là résulte à 95% de cinq millénaires d'économie pré-capitaliste et post. Comme la nature féminine de la domination masculine. Donnez-lui le moyen de s'en émanciper, et voyez&hellip;

Quant à l'accès aux choses, aux produits et services, rien de plus simple. Savez-vous qu'on sait aujourd'hui comment faire pour savoir ce que votre caddy tout entier contient sans passer par les services d'une caissière ? Pourquoi pas ? Aujourd'hui, hélas, si on le fait, ça va créer une poche de chômage supplémentaire et une occasion de moins de parler à quelqu'un. Mais si cela se fait dans une économie sans argent et donc où les usagers n'ont plus besoin de compter leurs sous, plus besoin d'avoir un revenu, un salaire, nous prendrons simplement ce dont nous avons l'usage - et les fournisseurs en seront informés dans l'instant. Quand on voit que le stock commence à diminuer, on active la chaîne. Inutile d'imaginer des systèmes de surveillance personnalisée, de chasse au surconsommateur accapareur. La consommation, qui fonctionne pour un bon tiers à la revanche, diminuera d'elle-même. Le bonheur est frugal.

L'abolition de la monnaie est-elle un passage obligé pour en finir avec les dérives du capitalisme ? Cette mesure peut-elle figurer parmi les priorités de la gauche ?

En tant que système économique, le capitalisme se définit par l'obligation de faire des profits monétaires. Toutes ses dérives, sociales, idéologiques, écologiques, dérivent de là. Soigner les dérives sans s'attaquer à la cause ne sert à rien. Les « soins » ne font dans la majorité des cas que prolonger la cause et créent d'autres dégâts. C'est « l'effet édreon » : on appuie ici, ça regonfle par-là. Si on veut en finir avec ses dérives, il faut donc en finir avec le capitalisme. Donc en finir avec les profits monétaires.

L'économie distributive permet d'éradiquer les profits monétaires. Mais en conservant l'usage de la monnaie, elle conserve par force toutes les dérives qui résultent du chiffrage monétaire. Excusez-moi d'insister : ce n'est pas l'abolition de la monnaie qui signera la fin des dérives du capitalisme, c'est l'abolition des profits monétaires.

Si la gauche était réellement « anticapitaliste », si elle ne se payait pas de mots avec un anticapitalisme limité à l'aplanissement, l'écêtement de ses abus, l'abolition des profits monétaires devrait être son objectif premier. Elle pourrait alors franchement s'opposer à la droite : « vous êtes pour les profits, pas nous ». Mais une fois au pouvoir, que fait-elle ? On la voit donner des gages de bonne gestion économique capitaliste en faisant tout ce qu'il faut pour booster les profits, que ce soit sous la forme de dividendes, d'intérêts, de bénéfices, en faveur de MM. les Banquiers, Spéculateurs, Entrepreneurs et Cie, sous forme de salaires, en faveur de MM. les Salariés, et sous forme de taxes et impôts, en faveur de M. l'État, qui les redistribue sous forme de service public et de coup d'éponge sur des dérives comme les plans sociaux.

Et pourquoi l'abolition de l'argent ne serait-elle pas portée par la droite ? Parce qu'elle souffre moins de l'usage de l'argent que la gauche ? Dire cela revient à croire que l'argent fait le bonheur. Ce n'est pas spécialement une idée de gauche, et nous avons montré plus haut que le banquier, l'entrepreneur, tous les travailleurs (et ils en sont aussi) devraient se réjouir de ne plus conditionner leurs décisions aux profits monétaires.